



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt trois juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 juin 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 23 juin 2025

M_DL250623_126

MARCHES PUBLICS - FOURNITURE DE REVÊTEMENTS DE SOL, MURAL ET OUTILLAGE ASSOCIE - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – la Ville dispose d'un marché de prestations de services pour les travaux de revêtements de sol pour les bâtiments municipaux, mais compte tenu des besoins récurrents en matière de fourniture de revêtements de sol, mural et outillage associé, pour les travaux réalisés par les agents des services techniques, il est nécessaire de procéder à une consultation pour la mise en place d'accords-cadres à bons de commandes.

Ces besoins pouvant être identiques pour les travaux réalisés au sein des résidences autonomie, il a été décidé d'y inclure à cette consultation les besoins du CCAS.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes, notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics, peuvent être constitués après établissement d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise que :

- la ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier les accords-cadres ;
- la commission marché du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer ses propres actes d'engagement et d'exécuter ses propres accords-cadres.

Les accords-cadres seront allotés de la façon suivante :

Lot 1 : Revêtement de sol et outillage associé

Lot 2 : Revêtement mural et outillage associé

A l'issue de la procédure adaptée, les accords-cadres seront signés pour une durée d'un an, à compter de leur date de notification, puis reconductibles tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

Concernant les besoins de la Ville, les montants maximums annuels de commande sont fixés de la façon suivante (montants identiques pour toutes les années de reconduction des accords-cadres) :

Lot 1 : Revêtement de sol et outillage associé : 15.000 euros HT

Lot 2 : Revêtement mural et outillage associé : 5.000 euros HT

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;

- Qu'il est nécessaire de former un marché public unique pour la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires et qu'il est opportun de former un groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers pour la passation des accords-cadres de fourniture de revêtements de sol, mural et d'outillage associé ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;

Imputation budgétaire
Exercice pluriannuel
Budget principal
Sous-fonction et rubrique : toutes fonctions selon les besoins
Nature et intitulé : 6068 (autres matières et fournitures)
Montant de la dépense :
Montants maximums annuels
Lot 1 : 15.000 euros HT
Lot 2 : 5.000 euros HT

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

